

5 stratégies régionales pour 2020-2030





Action 2030 et ODD

L'Agenda 2030 est un ensemble de 17 objectifs pour le développement durable (ODD) et 169 cibles qui, à l'initiative des Nations Unies, a été approuvé par l'Assemblée Générale le 25 septembre 2015 par 193 États membres. Il s'agit d'un programme qui s'inscrit dans la continuité des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), un programme approuvé en 2000 et devant être réalisé d'ici à 2015. Les ODD ont de nouveau insisté sur la nécessité de réduire les inégalités économiques et la pauvreté, mais se sont concentrés sur la durabilité, la lutte contre le changement climatique, la consommation durable et la paix, ainsi que la justice.



Depuis 2010, l'Organisation des Régions Unies-Fogar a constitué un Groupe de Travail Post 2015 et il participé activement à la définition des ODD à travers les débats sectoriels et territoriaux organisés par les Nations Unies. ORU Fogar a approuvé, en particulier, l'Objectif 2 Faim Zéro, conformément à une trajectoire de travail qui a commencé en 2008 avec un accord avec la FAO et l'organisation, à ce jour, de trois sommets régionaux sur la sécurité alimentaire.

Alors qu'en 2000, les OMD ne contenaient aucune reconnaissance par les gouvernements locaux et régionaux, la dynamique de l'Agenda 2030 a signifié une reconnaissance du rôle des municipalités et des régions dans la mise en œuvre des politiques de durabilité. A la veille de 2020, cinq ans après l'approbation des ODD et dix ans après la date à laquelle ils doivent être atteints, la difficulté des objectifs devient évidente. Tout ce qui concerne le changement climatique fait l'objet d'une grande attention, mais aucun progrès a eu lieu. Notamment, les ODD consacrées à la pauvreté, la vie aquatique, l'eau potable et à l'assainissement ne reçoivent aucune attention.





C'est surtout concernant l'ODD « Faim Zéro », un objectif essentiel, où les progrès n'ont pas lieu. Le rapport de 2019 présenté au Forum Mondial sur la Sécurité Alimentaire a montré qu'au cours des trois dernières années, la faim a augmenté dans le monde et que 821 millions de personnes en souffrent encore. Les conflits guerriers, le changement climatique, les crises économiques et les guerres commerciales en sont la cause. Depuis ORU Fogar, nous devons toutefois ajouter que la mauvaise gouvernance dans autant de pays ne contribue pas à résoudre cette malédiction.

La dynamique de l'Agenda 2030 a signifié une reconnaissance du rôle des gouvernements régionaux, mais trop souvent une réalité encore trop centralisée et bureaucratisée ne permet pas l'efficacité des politiques sur le territoire. Nos trois sommets sur la sécurité alimentaire et le travail considérable de nos membres dans ce domaine nous permettent d'affirmer avec force notre conviction que la décentralisation, l'application du principe de subsidiarité et l'existence sur le terrain de gouvernements régionaux à dimension humaine permettraient de mieux aborder la mise en œuvre des ODD.

Au-delà de cette idée de décentralisation, qui fait partie de la nature d'ORU Fogar, ce document se veut un manuel avec des idées pour les régions afin d'influencer la réalisation des objectifs de développement durable. Il reste 10 ans. Et nous faisons partie de ceux qui parient sur l'accélération de la mise en œuvre. Il faut agir vite.

<https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/objectifs-de-developpement-durable/>





Stratégie 1

Mise en œuvre

Le cadre de travail pour les régions devrait être la mise en œuvre de l'Agenda 2030. Ceci, bien sûr, dans un contexte où les régions disposent des compétences, des capacités et des ressources économiques adéquates. La réalisation des objectifs a beaucoup à voir avec la fourniture de services et c'est dans ce domaine que les gouvernements intermédiaires opèrent.

La lutte contre la pauvreté dans le cadre de l'Objectif 1 est très liée aux services sociaux. La Faim Zéro est liée au développement de l'agriculture et à la structuration des marchés. L'Objectif Vie Saine est lié à la gestion du système de santé. L'ODD 4 est lié à l'éducation. Les politiques de genre du ODD 5 touchent tous les niveaux de gouvernement. La gestion de l'eau de l'Objectif 6 appartient au domaine municipal, mais afin de la mener à terme l'aménagement du territoire est fondamental. La transition énergétique de l'ODD 7 doit être un espace dans lequel le territoire a beaucoup à dire. C'est aussi le cas de la création d'emplois de l'Objectif 8, et ça va de même pour la construction des infrastructures de l'ODD 9... On pourrait donc continuer à voir jusqu'au ODD 17 que, dans tout le contenu de l'Agenda 2030, les gouvernements régionaux ont une large marge d'action.

Le fait que les gouvernements régionaux aient des compétences, des capacités et des budgets déterminera grandement le niveau de mise en œuvre qu'ils pourront réaliser. Il existe un cadre de compétences, mais il est pratique que toutes les régions aient leur stratégie de mise en œuvre. De nombreuses régions ne gèrent ni le système de santé ni le système éducatif, ce qui laisse peu de place à la mise en œuvre des Objectifs 3 et 4, mais elles ont toutes des compétences en matière de promotion économique, d'aménagement du territoire ou d'offre de services sociaux. Ainsi, la stratégie de la région devrait être un exercice de hiérarchisation des objectifs et des buts.

Très souvent, ce travail a de nombreux précédents. Les régions ont presque toujours des plans stratégiques généraux et sectoriels. Ainsi, la stratégie régionale de mise en œuvre des ODD devrait être alignée sur les instruments de planification précédents.

L'Agenda 2030 n'est pas conçu pour dire aux gouvernements ce qu'ils doivent faire ou ne pas faire. Les ODD définissent un contexte universel qui peut aider à fixer des priorités, en tenant compte de la réalité de chaque lieu et dans lequel les politiciens doivent avoir la capacité de prendre des décisions. Il est toutefois essentiel que l'Agenda 2030 et les plans gouvernementaux soient alignés.

L'Agenda 2030 est déjà une référence si importante avec un impact si décisif qu'il convient d'avoir une stratégie régionale, même dans un contexte de compétences limitées. C'est pourquoi il est intéressant d'aligner toutes les politiques régionales - quelle que soit leur entité - sur l'Agenda 2030. Cet alignement peut être avantageux





lorsqu'il s'agit d'obtenir des investissements et une coopération internationale. Les ODD sont, après tout, un langage de référence mondiale.

La stratégie régionale doit être cohérente et complémentaire de la stratégie du gouvernement central. Les régions doivent cependant avoir la capacité d'établir leurs priorités.

Une partie importante de cette stratégie régionale est celle d'harmoniser toutes les politiques et stratégies qui peuvent venir du monde local. Il est très important d'avoir la participation de la société civile et des citoyens, car ces derniers assument les ODD dans leur travail quotidien et deviennent coresponsables de son application. Cette participation représente une garantie qui va au-delà des éventualités politiques.

Une référence de mise en œuvre est l'Agenda Euskadi 2030 du Pays Basque qui, depuis 2017, dispose d'un rapport de suivi annuel très complet.

<http://www.euskadi.eus/pdf/agenda-euskadi-basque-country-2030.pdf>





Stratégie 2

Sensibilisation du public et diffusion

Quelles que soient les compétences et les capacités de chaque région, tous les gouvernements régionaux peuvent jouer un rôle dans la promotion, la diffusion et la sensibilisation à l'importance d'Action 2030 et des ODD.

Les gouvernements régionaux peuvent, comme aucun autre, rapprocher cette initiative de l'ONU des citoyens. Des campagnes publiques, des débats et des publications pourraient avoir un impact à deux niveaux différents. D'une part, ils montreraient aux citoyens que leur activité quotidienne et leur engagement vital ont un effet sur la réalisation des objectifs. Et, d'autre part, il y aurait une influence politique sur tous les acteurs gouvernementaux pour qu'ils s'engagent à respecter l'Agenda 2030.

Cette diffusion devrait permettre aux régions d'établir des relations stratégiques avec la société civile, le monde éducatif et universitaire. Dans ce sens, l'alliance avec les jeunes doit être un objectif à atteindre.

Parmi les membres d'ORU Fogar, il y a des régions qui ont d'excellentes pratiques en ce sens. Le réseau doit être un lieu d'échange de ces pratiques. La Generalitat Valenciana (Espagne) est un gouvernement régional qui a un plan de diffusion exceptionnel. Son projet « Alliance des villes pour le développement » a mérité l'une des reconnaissances du Prix Régional des Bonnes Pratiques 2017, décerné par le PNUD Art et ORU Fogar.

<http://regionsunies-fogar.org/fr/activites/banque-de-bonnes-pratiques-regionales/378-l-alliance-des-villes-pour-le-developpement-durable>





Stratégie 3

Montrer à tout moment qu'il faut territorialiser les ODD

Les ODD sont mondiales. Ils ont une vocation universelle et sont destinées à être appliquées dans tous les pays du monde. En septembre 2015, aux Nations Unies, les états centraux ont signé l'Agenda 2030. Et c'est leur responsabilité d'atteindre les 17 ODD d'ici 2030. Leur réalisation doit toutefois se faire au niveau territorial, régional et local. Les 17 objectifs, mais aussi les 169 objectifs, doivent être atteints aux niveaux mondial et national dans tous les coins du territoire.

Le concept clé est l'emplacement. Ce qui est abstrait et générique dans le document adopté par les Nations Unies, sur le territoire, doit devenir réel et concret. Bon nombre des 169 objectifs soulignent la responsabilité des gouvernements locaux et régionaux en tant que fournisseurs des services les plus divers. Pour l'Agenda 2030, les gouvernements régionaux sont des partenaires essentiels pour la mise en œuvre. Ils doivent donc revendiquer leur rôle dans la mise en œuvre.

Les gouvernements régionaux ne doivent pas arrêter de répéter à quel point la localisation est nécessaire. Nous ne devons pas non plus arrêter d'expliquer que la gouvernance décentralisée est la plus adaptée à cette approche incontournable du territoire. Il faut donc profiter du cadre favorable à la territorialisation offert par les ODD pour promouvoir les processus de décentralisation. En ce sens, les gouvernements régionaux devraient cadrer leurs demandes dans les « Directives internationales sur la décentralisation », adoptées par le Conseil d'administration de l'ONU-Habitat en 2007/2009.

En dépit de toutes les preuves, de nombreux pays n'assument pas ce rôle de mise en œuvre des gouvernements régionaux. Même dans ce scénario avec des cadres de concurrence qui donnent peu de marge de manœuvre, les gouvernements régionaux - à partir de l'habilitation territoriale - devraient promouvoir des politiques qui permettent la conformité avec les ODD.





Stratégie 4

Influencer l'agenda 2030 du gouvernement central

Tous les gouvernements centraux du monde ont élaboré, avec une participation plus ou moins grande, des plans de mise en œuvre de l'Agenda 2030 et, à ce stade, alignent leurs politiques sur les 17 ODD. Les gouvernements régionaux, au-delà de leurs propres politiques, doivent participer à l'élaboration et à la discussion des plans de leurs gouvernements centraux respectifs. Et, dans cette tâche, ils devraient chercher à inclure une perspective régionale, qui tienne compte des responsabilités des régions dans la mise en œuvre. Les gouvernements centraux, pour leur part, doivent s'entendre avec les régions sur les priorités et les stratégies.

Les gouvernements régionaux devraient tirer parti du cadre de territorialisation favorable offert par les ODD pour promouvoir les processus de décentralisation. En ce sens, les gouvernements régionaux devraient baser leurs revendications sur les « lignes directrices internationales sur la décentralisation » adoptées par le Conseil d'Administration de l'ONU-Habitat en 2007/2009.

La participation des gouvernements régionaux à la définition de la stratégie nationale a besoin d'un cadre institutionnel approprié. À cet égard, l'Équateur a été cité comme une référence en matière de gouvernance à plusieurs niveaux. Le pays a promu, avec l'appui du PNUD, un système dans lequel le gouvernement national et les gouvernements autonomes décentralisés coordonnent les initiatives, dans le cadre des groupes de travail territoriaux. Le fait que ce travail soit de référence n'est pas étranger à la dynamique que les provinces équatoriennes, coordonnées au sein du Consortium des Gouvernements Provinciaux (CONGOPE), encouragent depuis des années.

https://info.undp.org/docs/pdc/Documents/EQU/Informe%20Final%20ART%20Etapas%20I%202008-2013%20v14_02.pdf





Stratégie 5 **Surveillance**

Au moment où la gestion des données et de l'information est devenue stratégique, les régions devraient se doter d'un système d'indicateurs fiables par rapport aux 17 ODD. Ils devraient être des indicateurs, dans la mesure du possible, aussi localisés que possible sur le territoire. Sur la base de ces informations, il est fortement recommandé aux gouvernements régionaux de préparer et de publier des rapports sur la mise en œuvre de l'Agenda 2030 (aujourd'hui, nous parlons déjà des examens locaux volontaires). Ces rapports devraient permettre de suivre et d'évaluer les performances et servir de base aux engagements successifs.

Les régions peuvent également contribuer aux rapports des gouvernements centraux. Dans la dynamique du suivi des progrès, les pays signataires de l'Agenda 2030 se sont engagés à mener des Examens Nationaux Volontaires (VNR). En tant que rapports volontaires, de nombreux pays ne les soumettent pas. En 2017, uniquement 44 pays les ont soumis. Il convient également de mentionner que certains de ceux qui ont soumis des rapports volontaires ont présenté peu de rapports détaillés, ce qui montre que les systèmes de collecte d'informations de nombreux pays sont très déficients. Les régions peuvent contribuer à ces rapports nationaux en fournissant des informations lorsque le pays les soumet, en demandant leur amélioration lorsque les VNR sont incomplètes ou en exigeant qu'ils soient faits lorsqu'ils sont inexistantes.

Il est également très positif que les régions participent aux rapports internationaux sur la réalisation des ODD. ORU Fogar devrait recommander, dans tous les cas, la participation des membres d'ORU Fogar au rapport annuel des Régions4 (anciennement nrg4SD) sur la conformité des régions avec les ODD. Ces rapports sont présentés soit lors du forum politique de haut niveau sur le développement durable des Nations Unies, soit lors des COP. Il s'agit de rapports auxquels ORU Fogar participe et encourage la participation de ses membres.

Dans l'ensemble du domaine de la surveillance, il peut être très utile pour les régions de créer des alliances avec le monde académique et universitaire.

<https://sdg.iisd.org/news/iges-launches-voluntary-local-review-platform-for-sub-national-sdg-follow-up/>

<https://www.regions4.org/our-work/what-we-do/>

